

**À tous les membres du Parlement**

## **Amitié internationale, pas d'interférence étrangères avec le Venezuela**

Nous sommes troublés par l'orientation de la politique étrangère du Canada.

Depuis près d'une décennie, le gouvernement a adopté des positions plus agressives dans les relations internationales. On constate que désormais il interfère dans les affaires intérieures des pays souverains, soutient des attaques étrangères et participe à des guerres d'agression.

Le Canada a toujours entretenu une relation saine avec les autres pays des Amériques. Toutefois, du fait de sa politique étrangère actuelle envers le Venezuela, le Canada s'isole des autres pays de l'hémisphère.

Nous sommes particulièrement affligés par les récentes actions du gouvernement Canadien:

- Après la mort du président vénézuélien Hugo Chavez en 2013, dans un message officiel, le Premier ministre Stephen Harper a exprimé son espoir que: «A ce moment clé ... le peuple du Venezuela peut maintenant construire pour lui même un avenir meilleur et plus brillant basé sur les principes de liberté, de démocratie, la primauté du droit et le respect des droits de l'homme.» Cette remarque à connotation politique et insensible a entraîné une protestation officielle du gouvernement Vénézuélien.
- Le 12 Février, 2015, le gouvernement vénézuélien a découvert un complot impliquant un petit groupe de très riches familles vénézuéliennes d'extrême droite qui recevaient le soutien de gouvernements étrangers. Les plans de coup d'Etat inclus des cartes avec des cibles de bombardement. Le gouvernement Vénézuélien a déclaré que ce complot compte parmi ses instigateurs Nancy Birbeck un agent de la GRC employée par l'ambassade Canadienne. À ce jour, ni le premier ministre ni le ministre des Affaires étrangères a répondu à ces rapports.
- Un des moments clés du septième sommet des Amériques, tenu en Avril 2015, a été la rencontre entre le président américain Barack Obama et le président Cubain Raoul Castro. Malheureusement, ce moment historique de l'amitié internationale a été éclipsée par la décision des États-Unis et du Canada de bloquer le rapport final du Sommet. Les États-Unis et le Canada se sont opposés à plusieurs points parmi lesquels on peut noter la considération de la santé comme un droit humain, la fin de l'espionnage électronique, et l'abrogation du décret d'Obama qui décrète le Venezuela comme une menace pour la sécurité des États-Unis. Tous les 33 autres pays présents à ce Sommet ont approuvé la déclaration finale.

Nous appelons tous les membres du Parlement à rejeter la politique étrangère actuelle d'ingérence, interventionisme et d'agression envers le Venezuela.

Le Canada a besoin d'une nouvelle politique étrangère indépendante basée sur la paix, la coopération et la solidarité internationales.

Signé,

<b>NOM</b>	<b>ADRESSE</b>	<b>SIGNATURE</b>